Le premier âge : 1415-1763 – « La mondialisation a permis de donner naissance au capitalisme »

dimanche 23 septembre 2018, par BIHR Alain, Le Comptoir (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2018).

Alain Bihr est un sociologue ayant produit une œuvre importante touchant tant à l'histoire du mouvement ouvrier qu'à celle de l'extrême-droite. Se réclamant du communisme libertaire, ses derniers travaux abordent la question du capitalisme sous un angle socio-historique avec une forte inspiration marxienne. Nous l'avons interrogé à l'occasion de la parution du premier tome de sa colossale histoire de la naissance capitalisme intitulé *Le premier âge du capitalisme (1415-1763), Tome 1 : L'expansion européenne*, coédité par les éditions Syllepse et les éditions Page 2.

Le Comptoir : Pourquoi avoir choisi de débuter votre premier âge du capitalisme en 1415 et de l'achever en 1763 ?

Alain Bihr : Le choix de dates bornant des périodes historiques longues a toujours quelque chose d'arbitraire. Il ne peut se justifier que comme motif illustratif d'options théoriques plus profondes. En l'occurrence, celui de 1415 est en rapport avec la thèse centrale de l'ouvrage : c'est l'expansion par laquelle l'Europe occidentale commence à se saisir des continents américain, africain et asiatique, qui aura permis le parachèvement des rapports capitalistes de production, marquant le premier âge du capitalisme. Or c'est en 1415 que les Portugais, qui auront été les premiers à se lancer dans cette aventure, s'emparent de Ceuta : ils entament ainsi leur lente descente le long des côtes occidentales de l'Afrique, qui va leur permettre, à la fin du XVe siècle, après avoir doublé le cap de Bonne-Espérance, de déboucher dans l'océan Indien, dans lequel ils vont rapidement conquérir un immense empire commercial, en en évinçant de force les marchands-navigateurs arabes, indiens

et malais qui y occupaient jusqu'alors une position prédominante. On peut donc considérer cette date comme l'inauguration de l'expansion européenne outre-mer.

Le choix d'une date de fin de la période aura été plus délicat. Il s'appuie sur une autre thèse centrale de mon ouvrage : le point culminant du processus de parachèvement des rapports capitalistes de production gît dans la lutte engagée entre les principales puissances européennes pour la prédominance en Europe occidentale et dans le premier monde capitaliste dont cette dernière constitue le centre. Or en 1763 s'achève la guerre de Sept Ans, durant laquelle la Grande-Bretagne a confirmé sa constante supériorité navale et au terme de laquelle elle inflige une lourde défaite à la France, en lui faisant perdre sa colonie québécoise et en réduisant à presque rien son implantation commerciale aux Indes. Venant après le double échec de Louis XIV lors de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697) et de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1713), échec auquel la Grande-Bretagne a pris à chaque fois une part décisive, cette nouvelle victoire signe la position hégémonique qu'elle a acquise en Europe et qu'elle maintiendra pendant près d'un siècle et demi, notamment face aux entreprises napoléoniennes.

Il y a de nombreux débats autour de la naissance du capitalisme. Braudel le fait remonter au Moyen Âge où il voit un début de capitalisme commercial, tandis que son disciple Le Goff explique que l'on ne peut parler de capitalisme durant tout le Moyen Âge notamment en raison de certaines limitations par l'Église catholique et l'absence réelle d'argent. Quel est votre avis à ce sujet ?

Mon avis est que ni Braudel ni Le Goff ne savent de quoi il s'agit quand ils parlent de capitalisme. Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls : l'immense majorité de ceux qui utilisent ce terme n'en comprend pas véritablement le sens, faute d'avoir lu ou compris Marx. Pour ce dernier, le capitalisme est un mode de production, c'est-à-dire un type de société globale, de totalité sociale, qui se développe sur la base de rapports de production déterminés, en donnant naissance à des formes de société civile et des institutions juridiques, administratives, politiques, ainsi qu'à des formes de conscience (morales, religieuses, philosophiques) originales parce qu'appropriées à ces rapports de production. Par conséquent, parler de capitalisme commercial, ou financier ou industriel est dépourvu de sens : le capital se décompose certes en fractions industrielle, commerciale et financière mais certainement pas le capitalisme. Et se demander si on peut ou non parler de capitalisme en plein cœur d'un Moyen Âge européen féodal est de même une absurdité.

Ce qu'on est susceptible d'y trouver, c'est un capital marchand (commercial et usuraire) déjà puissant, prenant appui sur des villes et des réseaux de villes (l'exemple type en est la Ligue hanséatique), se valorisant et s'accumulant en contrôlant le commerce lointain, sur le continent européen et entre l'Europe et l'Orient (proche ou lointain) mais maîtrisant aussi les échanges proches (entre villes et campagnes) et commençant, dans ce cadre, à déborder du procès de circulation vers le procès de production sous forme du travail en commandite, instrumentalisant le travail à domicile de paysans (par exemple le filage et le tissage) ou d'artisans échappant aux réglementations corporatives (par exemple dans les mines et la métallurgie rurale). Et, sur cette base, on assiste à la formation d'une proto-bourgeoisie marchande entretenant des rapports complexes avec les seigneurs féodaux, laïcs ou religieux, qui constituent l'ordre dominant, rapports faits selon les circonstances d'alliances et de compromis, de rivalités et de conflits. En un mot, des archipels capitalistes dans un océan féodal.

Vous dites que la mondialisation n'est pas l'aboutissement du capitalisme mais bien son origine. Pouvez-vous expliciter cette proposition ?

Pour partir de la métaphore que je viens d'utiliser, la question qui se pose est la suivante : comment ces archipels capitalistes sont-ils parvenus à s'emparer de l'océan féodal, en y évinçant les

propriétaires fonciers féodaux de leur position dominante et en le transformant de fond en comble pour en faire leur domaine propre et en y donnant naissance à un monde capitaliste, en un mot : au mode capitaliste de production ? Vieille question du passage du féodalisme au capitalisme qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. L'hypothèse directrice qui est la mienne dans cet ouvrage est qu'il a fallu le détour de l'expansion européenne, conduite par des capitalistes marchands avec l'appui d'appareils d'États, pour que cette transition puisse s'accomplir. C'est en ce sens que je soutiens que la mondialisation (l'intégration tendancielle de la planète et de l'humanité dans un même réseau de rapports économiques et politiques) a permis de donner naissance au capitalisme. Un processus qui n'est d'ailleurs pas achevé et qui se poursuit de nos jours encore. En somme, l'histoire du capitalisme se confond en un sens avec celle du processus qui lui a donné naissance et qu'il n'a cessé depuis lors de poursuivre, en l'élargissant et en l'approfondissant.

Un paradigme fort aujourd'hui, notamment autour des *global histories*, explique que la mondialisation ne date pas d'hier. Et, si vous êtes d'accord avec cela, vous tenez cependant à noter la spécificité de la mondialisation telle qu'elle se produit en Europe/Occident. Quelle est-elle et qu'est-ce qui permet de la distinguer des autres périodes et contextes historiques qui ont vu la présence voire l'accroissement d'échanges internationaux ?

Comme autour du terme de capitalisme, il règne une grande confusion autour de celui de mondialisation, que les études, par ailleurs très différentes entre elles, se revendiquant de la *global history* n'ont pas permis de dissiper, au contraire.

Les modes de production précapitalistes ont pu donner naissance à des mondes, au sens d'espaces plus ou moins vastes, comprenant des formations sociales diverses, intégrés par des échanges marchands, la subordination (à des degrés divers et sous des formes multiples) à un même pouvoir politique et des osmoses culturelles. En ce sens, l'Empire romain a constitué un monde centré sur la Méditerranée, tout comme l'Empire chinois dès les Han et plus encore à partir des Tang. Mais aucun de ces mondes n'a eu une dimension planétaire, ni actuelle ni potentielle. Alors que ce qui s'inaugure et s'esquisse à travers l'expansion européenne à la fois commerciale et coloniale qui se produit à partir du XVe siècle, c'est bien un processus qui, à travers l'interconnexion des continents européens, américains, africains et asiatiques et la division du travail qui s'esquisse dès lors entre eux, va donner finalement naissance à un seul et même monde de dimension planétaire centré sur l'Europe. C'est là quelque chose qui ne s'était jamais produit auparavant dans l'histoire de l'humanité et qui marque le franchissement d'un seuil irréversible dans le cours de cette dernière.

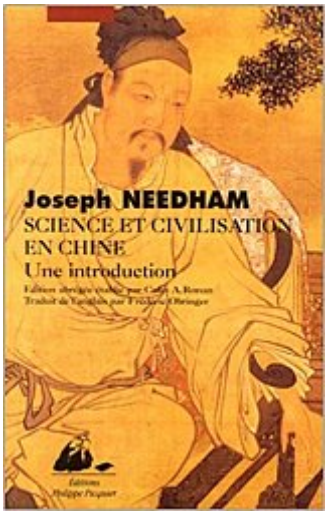
Un concept clé de votre ouvrage est celui de « *devenir-monde du capitalisme* ». Que signifie-t-il ?

J'utilise cette expression, d'apparence inélégante et pédante, pour éviter précisément les confusions liées au terme de mondialisation. Elle désigne le processus historique (donc pluriséculaire) par lequel le capitalisme envahit et soumet l'humanité et la planète entières, en les incluant dans un même monde, et, par le même mouvement, se constitue comme tel, c'est-à-dire comme un mode de production spécifique. En fait, comme je l'indique dans l'introduction générale à l'ouvrage par lequel j'ai entamé son analyse (*La préhistoire du capital*, Éditions Page 2, Lausanne, 2006, ouvrage disponible sur le site le site Les classiques des sciences sociales de l'UQAC, Université du Québec [1]), le devenir-monde du capitalisme n'est que l'une des deux dimensions fondamentales de la formation du mode de production capitalisme, l'autre étant ce que j'appelle le devenir-capitalisme du monde : le processus non moins historique par lequel les rapports capitalistes de production soumettent tous les domaines et niveaux de l'activité sociale (tous les rapports sociaux et toutes les pratiques sociales), en bouleversant (en détruisant, marginalisant, intégrant en le transformant) tout le legs historique antérieur tout en faisant aussi émerger de réalités sociales originales, inconnues de l'humanité jusqu'alors. En somme, le processus par lequel les rapports capitalistes de production

s’approprient toute l’étendue et la profondeur de l’existence humaine pour façonner un monde spécifique, celui du mode de production capitaliste. Si bien que ce dernier résulte à la fois d’un devenir-monde du capitalisme et d’un devenir-capitalisme du monde.

Pourquoi avoir tenté d’expliquer l’évolution du capitalisme en mettant la focale sur des critères “socio-géo-politiques” (expansions coloniales et commerciales, rapports entre centre, semi-périphérie et périphérie, etc.), et non, par exemple, sur l’évolution de la technique et de la science, sans laquelle il n’y aurait jamais eu de capitalisme ni même sans doute de colonisation ? Par exemple, selon Edward P. Thompson, la naissance du capitalisme a été en grande partie permise par l’invention de l’horlogerie et la rationalisation du temps qu’elle a permise et qui influencera grandement le rapport au travail.

Si la technique dispose, comme toute pratique sociale, d’une autonomie relative, je crois que c’est une erreur d’en faire un *deus ex machina* et le moteur de l’histoire, comme l’a longtemps fait un certain marxisme que semble ici prolonger Thompson. Si primauté doit être accordée à un facteur explicatif, c’est aux rapports de production dans leur ensemble et non pas à la technique, qui n’en est au mieux qu’un élément : ce sont ces rapports qui expliquent pourquoi et comment les techniques se développent ou non. Vous dites que, selon Thompson, c’est l’invention de l’horlogerie qui a rendu possible la rationalisation du temps et ainsi permis la formation des rapports capitalistes de production. Mais, avant de se demander ce qui a rendu possible la rationalisation du temps, il faut se demander ce qui l’a rendu nécessaire. Pourquoi mesurer le temps et faire de cette mesure une dimension clef du procès social de travail ? Parce que le capital est une « valeur en procès » comme le dit aussi Marx : une valeur (sous la forme autonomisée de monnaie) qui cherche à se valoriser (à conserver sa qualité et à accroître sa quantité) en faisant produire et circuler des marchandises ; et que la valeur n’est elle-même que la forme fétichiste prise par le travail social dans les conditions de sa division marchande qu’imposent les rapports capitalistes de production ; si bien qu’une certaine quantité de valeur n’est jamais mesurée que par une certaine quantité de travail (abstrait), dont les différents facteurs sont le nombre des travailleurs, la durée de leur travail, l’intensité de celui-ci, etc. Autrement dit, c’est parce que les rapports capitalistes de production font de la durée du travail un des facteurs clés de la valorisation du capital qu’il est impératif de mesurer le temps. Et c’est cet impératif qui explique les recherches entreprises pour constituer des appareils capables de mesurer le plus exactement possible le temps : des horloges et des montres.



Si le progrès technique pouvait expliquer la naissance du capitalisme, alors celui-ci n’aurait dû apparaître non pas en Europe occidentale mais en Chine et bien avant. Car la Chine a été le siège de

l'invention et la diffusion d'instruments et de procédés techniques qui ont précédé de siècles et quelquefois de deux millénaires leur réinvention ou diffusion en Europe occidentale, comme l'a mis en évidence l'œuvre monumentale entreprise par l'historien britannique Joseph Needham. Or, ça n'a pas été le cas. Ce qui d'ailleurs continue à poser problème à tous ceux, et ils continuent à être nombreux, qui raisonnent dans vos termes – cf. la dernière tentative en ce sens menée par Kenneth Pomeranz (auteur de *Une grande divergence : La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, 2010). Alors qu'en accordant la primauté aux rapports sociaux de production, on ouvre une perspective autrement féconde comme j'ai tenté de le faire dans le chapitre que je consacre à la Chine dans le troisième tome de mon ouvrage.

Qu'est-ce qui distingue votre colossal travail de recherche d'autres tentatives d'analyser le développement du capitalisme dans le monde et sur la longue durée (Wallerstein, Braudel…) ?

Je me suis principalement efforcé de traiter la matière historique à partir d'un certain nombre de concepts clairement définis et maîtrisés. En commençant par ceux de capital, de rapports capitalistes de production, de reproduction des rapports capitalistes de production, de rapports de classes, de différence entre structures d'ordre et structure de classes, d'État et de bloc au pouvoir, de système d'États, etc. Ce que je reproche à Wallerstein et plus encore à Braudel, c'est leur faiblesse conceptuelle : la pauvreté et la fragilité de leur appareillage conceptuel. Je montre en particulier que ni l'un ni l'autre ne maîtrisent non seulement le concept de capitalisme mais même celui de capital ; qu'en particulier, ils ne saisissent pas la différence entre capital marchand et capital industriel, ni le saut qualitatif qui s'opère dans la dynamique capitaliste lorsqu'on passe d'un capital qui se valorise exclusivement par le jeu des échanges de marchandise et d'argent à un capital qui se valorise en prenant en charge le procès de production, avec toutes ses implications géographiques, sociales, politiques, culturelles, etc. De ce fait, ils stérilisent souvent eux-mêmes leurs quelques idées-forces ; par exemple, chez Wallerstein, le découpage du monde capitaliste entre un centre, des semi-périphéries et des périphéries, etc.

Quelles ont été les résistances durant ces trois siècles face au développement de ce que vous nommez « *protocapitalisme* » ?

Il m'est difficile de répondre brièvement à cette question. Dans la mesure où ce premier âge du capitalisme (que je désigne en effet souvent par le terme de protocapitalisme) marque la dernière phase de la transition du féodalisme au capitalisme en Europe occidentale, on peut dire que s'y constituent des facteurs de résistance tout ce qui relève du féodalisme. Les facteurs objectifs de résistance sont ainsi innombrables : c'est toute l'épaisseur des structures féodales qui est en jeu et qu'il va falloir bouleverser pour que le capitalisme puisse advenir. Quant aux facteurs subjectifs, ils sont représentés par les groupes sociaux qui ont tout à perdre à ce bouleversement. On en trouve parmi "ceux d'en haut" : c'est la partie de la noblesse qui ne peut pas ou ne veut pas transformer ses modes d'exploitation et de domination de la paysannerie pour les adapter au développement de l'économie marchande et monétaire dominée par le capital marchand. Mais on en trouve aussi et surtout parmi "ceux d'en bas" : dans le gros de la paysannerie menacée d'expropriation de ses tenures pour rejoindre les rangs du protoprolétariat en formation.

Mais la situation dans les formations centrales (ouest-européennes) est en fait plus complexe. Car, parmi ceux qui ont intérêt au parachèvement des rapports capitalistes de production et qui en constituent le fer de lance, il n'est pas rare qu'il s'en trouve qui, simultanément et contradictoirement, redoutent de faire les frais du processus, cherchent à le freiner ou à l'engager dans des détours et des chemins de traverse. C'est particulièrement visible lors des épisodes de révolution bourgeoise qui se produisent durant cette période (dans les anciens Pays-Bas en révolte contre la couronne espagnole, dans l'Angleterre des Stuart, lors de la Fronde en France) où une

partie de la bourgeoisie marchande finit par prendre des positions contre-révolutionnaires parce que ses intérêts (commerciaux, financiers, institutionnels, etc.) immédiats la rendent finalement solidaire de l'État monarchique qu'il s'agit d'abattre.

Quant à ce qui se passe dans les périphéries coloniales et commerciales de l'Europe occidentale, les principales résistances viendront des populations indigènes qui en sont les victimes toutes désignées et des pouvoirs politiques préexistants qui n'entendent pas se laisser détruire ou instrumentaliser par les Européens.

Quel est selon vous le rôle qu'a joué l'État moderne dans ces prémisses du capitalisme ?

Comme toute la période protocapitaliste, l'État moderne qui y voit le jour est une sorte de Janus. À l'instar de ce dieu romain, il possède une double face, l'une tournée vers le passé féodal qu'il contribue à conserver, l'autre regardant vers l'avenir capitaliste dont il favorise l'avènement. En fait, l'importance relative de ses deux faces va dépendre des rapports de force entre la noblesse (plus exactement, sa couche supérieure, l'aristocratie nobiliaire) et la bourgeoisie (plus exactement la grande bourgeoisie marchande) dont il est l'institutionnalisation. Là où la première est largement prédominante, l'État (alors féodalo-monarchique) est tout entier au service de ses intérêts fonciers et de ses privilèges juridiques et fiscaux traditionnels, bridant le développement de la bourgeoisie protonationale, jusqu'au point de stériliser tous les facteurs potentiels de parachèvement des rapports capitalistes de production qui peuvent y voir le jour : l'Espagne habsbourgeoise en est l'exemple typique aux XVIe et XVIIe siècles, en se trouvant ainsi incapable de tirer bénéfice des immenses richesses qu'elle extrait de ses colonies américaines et philippines pour promouvoir un développement protocapitaliste autocentré. Là où, au contraire, c'est la bourgeoisie marchande qui l'emporte, généralement au terme d'une rupture révolutionnaire plus ou moins importante avec l'ancien ordre féodal, on a affaire à un État qui, par ses politiques fiscales, commerciales, diplomatiques et militaires, se met entièrement à son service : le principal exemple en est celui des Provinces-Unies nées de la révolte des Anciens Pays-Bas contre l'Espagne habsbourgeoise, dont le régime républicain va dominer le XVIIe siècle européen. Entre ces deux pôles extrêmes se situe tout un dégradé de positions occupées par des États monarchiques tendant à l'absolutisme, précisément du fait qu'ils sont en proie aux conflits et aux compromis à la fois entre l'aristocratie nobiliaire et la grande bourgeoisie marchande. L'Angleterre des Tudor puis des Stuart tout comme la France des derniers Valois puis des Bourbon en constituent de bons exemples, l'évolution des rapports de force entre ces deux groupes expliquant en définitive tant leur histoire politique respective que la tournure prise par la lutte qui s'engage entre elles à partir de la fin du XVIIe siècle pour la prédominance en Europe.

* * * * *

La lecture de cet entretien ne constitue pas un résumé de l'ouvrage. Au contraire, elle devrait susciter sa lecture à la fois par les questions posées et les réponses données fournies par Alain Bihr.

Cet ouvrage est disponible dans les « bonnes librairies » de Suisse française et en France. Si les lectrices et lecteurs ne le trouvent pas, ils peuvent s'adresser aux editions page2.ch pour la Suisse et aux edition syllepse.net pour la France.

P.-S.

• Entretien avec Alain Bihr publié le 20 septembre sur le site Le Comptoir. Reproduit sur A l'encontre : http://alencontre.org/societe/livres/alain-bihr-la-mondialisation-a-permis-de-donner-naissance-au-capitalisme.html

---

Notes

[1] http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/prehistoire_du_capital_t1/prehistoire_du_capital_t1.html